

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'Aérodrome
BP40137
59303 Valenciennes Cedex

Valenciennes, le 13/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAARSTAHL-ASCOVAL SAINT-SAULVE

SAARSTAHL ASCOVAL - Aciérie
Zone industrielle n 4 - rue du Galibot - BP 10
59880 Saint-Saulve

Références : V2.2025.186
Code AIOT : 0007002398

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement SAARSTAHL-ASCOVAL SAINT-SAULVE implanté Zone industrielle BP 10 59880 Saint-Saulve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAARSTAHL-ASCOVAL SAINT-SAULVE
- Zone industrielle BP 10 59880 Saint-Saulve
- Code AIOT : 0007002398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'aciérie de Saint-Saulve se présente comme un outil industriel moderne et de haute technologie. Le site a bénéficié d'investissements de plus de 150 M€ au cours de la dernière décennie (en particulier, nouvelle coulée continue et nouveau four électrique).

L'usine produit plusieurs diamètres, compris entre 180 mm et 325 mm, en aciers carbone et alliés. L'usine réalise également des produits forgés de diamètre compris entre 140 et 220 mm.

Le site emploie environ 300 personnes.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 22/10/2013 et arrêté préfectoral complémentaire du 24/02/2016 pour les rubriques principales 2545, 2551, 2560, 2713, 2910, 2921 et 3220 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ce site relève de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 22/10/2013, article 3.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle des rejets atmosphériques de l'année 2024 ont montré une certaine amélioration avec seulement 3 jours de dépassements dont 2 supérieurs à 2 fois les valeurs limites d'émission autorisées.

Cependant, l'année 2025 présente à nouveau des dépassements des valeurs limites d'émission sur les rejets atmosphériques des installations. Ces dépassements récurrents font l'objet d'une proposition de mise en demeure de respect de prescriptions.

En outre, l'inspection demande à l'exploitant d'établir un rapport d'incident concernant les dépassements constatés en COVNM et SO₂ dans les résultats du contrôle inopiné du 09/04/2025

établissant les causes et les actions correctives mises en œuvre pour éviter tout nouveau dépassements des valeurs limites d'émission autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 4						
Thème(s) : Risques chroniques, rejets air						
Prescription contrôlée :						
[...]						
I. Valeurs limites de concentration						
Les rejets faisant l'objet de la présente section respectent les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :						
<ul style="list-style-type: none"> à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous. 						
Pour les poussières et les métaux, les valeurs intègrent les formes particulières et gazeuses.						
Concentra tions max	Circuit primaire VLE	Circuit primaire BREF et MTD (V L E associées(1))	Circuit secondaire VLE	Circuit secondaire BREF et MTD (VLE associées)	Répartiteu r / oxycoupag e VLE	Circuit additions minérales VLE
% O ₂	21		21		21	21
Poussières e n m g / N m ³	5	8 8 (5 m g / N m ³)	4	8 8 (5 m g / N m ³)	2	5

SO ₂ en mg/Nm ³	20		20		5	
NO _x en mg/Nm ³	50		20		10	
CO en mg/Nm ³	100		50		10	
HCl en mg/Nm ³	2		1		1	
COVNM en mg/Nm ³	5		2		5	
Groupe 1 (Cd+Hg+Ti) en mg/Nm ³	0,02	88 (0,05 mg/Nm ³)	0,005	88 (0,05 mg/Nm ³)	0,005	
Groupe 2	0,02		0,006		0,006	

(As+Se+Te) en mg / Nm ³						
Groupe 3 (Pb) en mg / Nm ³	0,07		0,03		0,003	
Groupe 4 (Sb+Cr+Co +Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn) en mg / Nm ³	1,5		0,5		0,1	
PCDD & F (dioxines en ng/Nm ³ sec I-TEQ OMS)	0,1	89 (0,1 ng I-TEQ/Nm ³)	(2)	89 (0,1 ng I-TEQ/Nm ³)		

(1) à compter du 8 mars 2016

(2) aucune émission de PCDD/F par le circuit secondaire

II. Valeurs limites en flux

A. Les rejets faisant l'objet de la présente section respectent les valeurs limites suivantes en flux. Pour les poussières et les métaux, les valeurs intègrent les formes particulières et gazeuses.

	Circuit	primaire		Circuit	secondaire	
FLUX	Kg/h	Kg/j	Kg/an	Kg/h	Kg/j	Kg/an
Poussières	1,1	20	2800	6	110	12560
SO ₂	4,4	80	21120	30	570	158400
NOx	11	200	52800	30	570	158400
CO	22	420	105600	75	1360	396000

HCl	0,44	8	2100	1,5	28	7920
COVNM	1,1	20	5280	3	60	15840
Groupe 1 (Cd+Hg+Tl)	0,004	0,07	15	0,0075	0,15	20
Groupe 2 (As+Se+Te)	0,004	0,07	15	0,009	0,17	24
Groupe 3 (Pb)	0,015	0,3	58	0,045	0,80	59
Groupe 4 (Sb+Cr+Co +Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	0,33	6	860	0,75	13,4	1200

[...]

Constats :

Dans le cadre de son autosurveillance 2024, l'exploitant a transmis, par courriel du 9 décembre 2024, en préalable à la visite d'inspection, le suivi des rejets de ses installations pour les 11 premiers mois de l'année.

Les résultats transmis montrent les dépassements des valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques lors des journées des 25, 26 et 27 août 2024 suivants :

- 2 jours de dépassements de 2 fois la VLE pour les poussières avec un maximum de 12,27 mg/ Nm³ pour une VLE à 5 mg/Nm³ ;
- 3 jours de dépassements de la VLE pour les métaux du groupe 1, notamment Hg et Cd avec un maximum de 516 g/j rejetés pour une VLE à 70 g/j, soit plus de 7 fois le VLE autorisée ;
- 3 jours de dépassements de la VLE pour les métaux du groupe 4 (Cr, Sb, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn) avec un maximum de 26039 g/j rejetés pour une VLE à 6440 g/j, soit plus de 4 fois la VLE autorisée.

L'exploitant a indiqué que suite à la détection du dépassement, les filtres à manche avaient été intégralement remplacés pour remédier à la situation.

Avis de l'inspection :

Les mesures de remplacement rapide des filtres à manche ont permis à l'exploitant de limiter les rejets atmosphériques très supérieurs aux valeurs limites d'émission autorisées.

Cependant, les dépassements des VLE concernant les rejets atmosphériques des installations demeurent récurrents et si l'année 2024 a semblé montrer une amélioration suite à la maintenance des installations de traitement des rejets atmosphériques avec un nombre de jours de dépassements limité à 2 jours sur le circuit primaire en nette amélioration des années précédentes, de nouveaux dépassements sont à déplorer en 2025 avec :

1- dans le cadre des résultats de l'autosurveillance transmise par l'exploitant le 26/06/2025 :

1.1 Pour les rejets du primaire et du secondaire, les résultats des mois d'avril et de mai 2025 montrent 8 jours de nouveaux dépassements avec, notamment :

a- 4 jours de dépassements supérieurs à 2 fois la VLE autorisée pour les métaux du groupe 1 avec un dépassement maximum de 189 g/j le 30 avril 2025, notamment mercure et cadmium, pour une VLE à 70 g/j,

b- 4 jours de dépassements de la VLE pour les métaux du groupe 4 avec un dépassement maximum de 9197,4 g/j le 30 avril 2025, notamment, zinc, manganèse, chrome et nickel, pour une VLE à 6000 g/j.

2.2 Pour les rejets de l'oxycoupage, une dérive des rejets qui s'installe avec :

a- Pour le mois d'avril 2025, 5 jours de dépassements de la VLE concernant le plomb avec un maximum de 8,9 g/j pour une VLE à 8 g/j,

b- Pour le mois de mai 2025, 21 jours de dépassements de la VLE concernant le plomb avec un maximum de 10,80 g/j pour une VLE à 8 g/j.

2- Dans le cadre des résultats du contrôle inopiné des rejets atmosphériques réalisé le 12/03/2025 (rapport SOCOTEC du 09/04/2025 référencé A1482/25/578), des dépassements importants sont également constatés, avec :

- des dépassements de 4 fois la VLE en concentration (20,99 mg/ Nm³ au lieu de 5 mg/ Nm³) et 3 fois en flux (3479 g/h au lieu de 1100 g/h) pour les COVNM des rejets du primaire,

- des dépassements de la VLE en SO₂ en concentration (26,53 mg/ Nm³ au lieu de 20 mg/ Nm³) et en flux (4696 g/h au lieu de 4400 g/h) sont également relevés.

A noter que lors de ce contrôle inopiné, les mesures de rejets atmosphériques du secondaire n'ont pas pu être réalisées en raison d'un arrêt des installations invoqué dans le rapport.

Cependant l'autosurveillance de l'exploitant relève des rejets atmosphériques habituels le jour du 14/03/2025, ce qui ne semble pas cohérent avec le rapport du contrôle inopiné.

Par ailleurs, l'inspection a sollicité des explications à l'exploitant concernant les dépassements relevés lors du contrôle inopiné par courriel du 30/04/2025.

A ce jour, l'exploitant n'a pas apporté de réponse quant à un éventuel dysfonctionnement des installations ni établi le besoin d'apporter des actions correctives aux conditions d'exploitation

des installations.

En conclusion, l'inspection propose de réitérer, en la mettant à jour au regard des derniers résultats d'autosurveillance, la proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter ses VLE pour les rejets atmosphériques.

De plus, l'inspection demande à l'exploitant d'établir un rapport concernant les incidents générant les dépassements des VLE autorisés relevés lors du dernier contrôle inopiné, de mettre en place les actions correctives nécessaires pour éviter tout nouveau dépassement et de transmettre ces éléments dans les meilleurs délais et sous un mois à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2013, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Constats :

En août 2024, une dégradation des filtres à manches a entraîné un dépassement des VLE.

L'exploitant a indiqué qu'il avait programmé le remplacement des filtres dès qu'il a eu connaissance du dysfonctionnement.

L'exploitant a également indiqué qu'aucune mesure de réduction de la production ou d'arrêt n'était envisagé lors de ce type de dysfonctionnement.

Avis de l'inspection :

L'inspection considère que l'exploitant a su se montrer réactif en août pour remplacer rapidement les filtres à manches endommagés sur le circuit primaire et a pu rétablir un fonctionnement normal du traitement des effluents atmosphériques sous 2 jours.

Néanmoins, l'inspection demande à l'exploitant de prévoir, afin de pleinement respecter ses obligations de respect des VLE, une maintenance préventive de ces filtres pour éviter tout dépassement des VLE et de prévoir des consignes d'exploitation permettant de diminuer son impact sur l'environnement en cas de non disponibilité des installations de traitement des rejets atmosphériques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'établir et de transmettre les consignes d'exploitation permettant de respecter les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques de ses installations lors des périodes d'indisponibilité des dispositifs de traitement des rejets.

Type de suites proposées : Sans suite